

préoccuper. Si je comprends bien mes amis du Québec—en fait, si je comprends ma femme qui partage cette culture—il existe un problème d'identité et le Québécois va chercher à définir au cours de cette période de l'histoire s'il lui suffit de travailler dans un régime fédéral ou s'il lui est possible, en tant qu'être humain et en tant que Québécois de «s'en sortir», en restant dans le cadre canadien.

Je n'ai pas de réponse toute faite à offrir là-dessus. Ce que je sais, c'est qu'à l'échelon fédéral tout ce que nous pouvons faire en un domaine aussi important, c'est de souhaiter que se répande le désir de voir les Québécois se sentir chez eux dans notre pays et de tout faire à cette fin. Il y a par exemple les droits linguistiques des minorités de tous les coins du pays. Je suis d'accord là-dessus avec le premier ministre, mais je ne le suis pas dans son analyse des résultats à en attendre. Si j'ai bien compris la situation, ce n'est pas en accordant des droits aux minorités francophones des autres provinces qu'on persuadera en définitive les Québécois de rester dans la Confédération ou d'en sortir.

Je m'abuse peut-être, en tout cas c'est là un point que je demande de bien comprendre. D'accord, ces droits sont importants. Mais ce qui compte vraiment pour un Québécois, ce n'est pas le bien-être des minorités extra-québécoises. Ce qui compte pour le Québécois de 1977, c'est d'être sûr que même à l'intérieur de la Confédération son coin de terre, la province de Québec, pourra rester une communauté francophone indispensable et vivante.

A mon avis, cette question doit être réglée avant tout par les Québécois et, si je ne m'abuse, le chef de l'opposition (M. Clark) est du même avis que moi. Il estime que les droits des minorités sont importants dans tout le Canada, et il ne fait aucun doute qu'ils le sont à la longue, mais nous devons convaincre chaque Québécois individuellement que c'est surtout dans la province de Québec qu'il peut vivre comme Québécois.

Il y a peu de choses que nous puissions faire dans l'important débat culturel qui se déroule actuellement, sauf peut-être d'être convaincant et de modifier la législation relative à la câblotvision. Nous devons gagner les cœurs et les esprits des gens du Québec à ce propos. Cependant, on pourrait également faire quelque chose dans le domaine économique. J'ai énormément insisté l'année dernière à ce sujet. Je n'ai pas négligé le domaine culturel en aucune façon, mais il a un rapport très étroit avec l'économie. Je me suis rendu à Sept-Îles et à Trois-Rivières dernièrement. Les Québécois que j'ai rencontrés m'ont dit qu'ils voulaient du travail. Ils s'inquiétaient de la politique adoptée dans le domaine du textile et des chantiers navals. Ils m'ont dit qu'ils réagiraient tout comme les Canadiens de Terre-Neuve, de la Colombie-Britannique ou de Sudbury vis-à-vis d'un gouvernement national qui chercherait à régler la situation économique nationale.

Si donc nous voulons faire l'unité nationale, nous ne devons pas séparer l'unité nationale de l'économie. L'un ne va pas sans l'autre. Ce dont nous avons besoin, surtout à cette époque-ci de notre histoire, c'est d'une vocation nationale. Nous devons reconnaître que ce qui arrive au Canada français et au Canada anglais ressemble beaucoup à ce qui arrive en Europe occidentale. Les simples citoyens des deux continents, au sein des sociétés les plus industrialisées, réclament plus de voix au chapitre des grandes entreprises économiques. Ils veulent jouir

L'Adresse—M. G. Caouette

de plus de liberté vis-à-vis des institutions économiques et être consultés lorsque leur destinée est en jeu. Ils insistent pour obtenir une meilleure distribution des avantages qui découlent de ces mêmes institutions économiques.

Si cela se produit aussi bien au Québec qu'au Canada anglais, et je pense que c'est le cas, nous devons nous rappeler pourquoi les Québécois ont voté pour le PQ. Les études qui ont été faites démontrent de façon irréfutable qu'ils ont voté ainsi parce qu'ils voulaient des réformes concrètes de ce genre. Les Canadiens anglais veulent des réformes analogues. C'est pourquoi, si le premier ministre veut faire preuve de leadership sur le plan national—et, étant premier ministre, il est bien placé pour le faire—il devrait donner à notre pays le sens d'un grand objectif national, réveiller les espoirs des Canadiens, autant anglophones que francophones, et leur redonner la conviction que nous pouvons poursuivre ensemble nos objectifs historiques de liberté et d'égalité, tout en demeurant francophone ou anglophone et en gardant notre culture.

Je me dois maintenant de proposer un amendement à la motion qui a été présentée. Il est plus ou moins lié à ce que je viens de dire. Je propose, appuyé par le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles):

Qu'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par une virgule et en y ajoutant ce qui suit:

et la Chambre déplore tout particulièrement l'intention, annoncée par le gouvernement, de proposer de nouveau les concessions fiscales de 1,200 millions de dollars aux grandes sociétés, prévues au budget de mars; la Chambre estime qu'en ce moment où les industries de fabrication ne fonctionnent qu'à 80 p. 100 de leur capacité, il nous faudrait plutôt des réductions d'impôts pour les contribuables à revenus faibles et moyens ainsi qu'une augmentation des programmes de création directe d'emplois, comme l'ont demandé les premiers ministres de toutes les provinces du Canada.

● (1832)

[Français]

M. Gilles Caouette (Témiscamingue): Monsieur le président, nous tenons, comme le veut la coutume, à féliciter les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. Il nous a été donné au cours de ces deux journées, celle d'hier et celle d'aujourd'hui, de voir la politique à l'œuvre. Un jour c'est le discours du trône dans lequel on parle sur un sujet donné, et le lendemain on entend le très honorable premier ministre (M. Trudeau) venir dire l'inverse de ce qui a été dit le jour précédent dans le discours du trône. Le premier ministre commençait ses observations aujourd'hui dans la petite section qu'il avait gardée pour le domaine économique. Il commence ses observations en disant qu'on n'a pas besoin de nouvelles théories en économie, qu'on n'a pas besoin de nouvelles applications, alors que dans le discours du trône justement on dit, et je cite:

Les taux élevés de chômage et d'inflation montrent clairement que les méthodes économiques d'une époque moins complexe ne conviennent plus aujourd'hui.

Donc, il faut changer de méthodes. J'étais heureux hier de constater que le discours du trône nous apportait cette nouvelle image, cette nouvelle pensée, ou du moins cette prise de conscience que les méthodes économiques du XVI^e siècle devraient être changées pour appliquer des méthodes économiques modernes pour les problèmes modernes que l'on vit aujourd'hui. Malheureusement, le premier ministre, aujourd'hui, change son chapeau de bord, puis il dit: Là, il ne faut pas aller trop vite là-dedans, ce que cela prend, cela prend une conscience nationale. Des problèmes il n'en existe pas. Bien